



37 fédérations et associations nationales
Des collectifs inter-associatifs locaux
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Paris, le 26 novembre 2025

Communiqué de presse

Lutte contre la pauvreté : Le Collectif ALERTE déclenche l'alarme sociale !

Aggravation sans précédent de la pauvreté, incertitudes sur les projets de budgets 2026 porteurs de risques pour les plus précaires, relance impromptue, par le Premier ministre, d'un projet d'Allocation sociale unifiée dont la finalité questionne... C'est dans ce contexte d'inquiétudes fortes que les associations de solidarité réunies au sein du collectif ALERTE prennent la parole. Elles appellent le gouvernement à changer radicalement d'optique, en adoptant une stratégie ambitieuse de lutte contre la pauvreté qui ne peut plus attendre.

La publication, en juillet 2025, des statistiques annuelles de l'INSEE a mis en lumière ce que nos associations ne cessent de répéter : la situation de pauvreté s'aggrave significativement en France. Elle a ainsi atteint en 2023 son niveau le plus élevé depuis 1996, avec 9,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Pour autant, les gouvernements successifs n'en prennent la mesure. Bien au contraire, les mesures prises et les évolutions législatives sont en contradiction avec l'urgence sociale connue de tous et avec certains discours, à l'instar de l'engagement de François Bayrou, alors Premier ministre, en juillet dernier, de demander au Conseil national de lutte contre les exclusions d'organiser une concertation en vue de définir une stratégie, avec un objectif de réduction de la pauvreté.

Le gouvernement de Sébastien Lecornu, semble quant à lui, assumer l'impasse sur les questions sociales, lesquelles sont absentes des 5 priorités énoncées récemment par le Premier ministre dans le cadre des discussions budgétaires. Alors qu'on n'a jamais connu une telle tension sur le front de la pauvreté, on assiste à un détricotage de tout ce qui fait valeur de protection pour les plus fragiles, et plus largement pour l'ensemble de la société.

Ainsi, outre l'année blanche annoncée pour l'ensemble des prestations sociales, le PLF 2026 porte en lui le risque d'une diminution de 200 millions d'euros concernant l'insertion par l'activité économique, levier pourtant essentiel pour un certain nombre de personnes éloignées de l'emploi. Si cette mesure était adoptée dans le budget 2026, ce sont 60 000 personnes qui ne retrouveraient pas d'emploi.

Dans le domaine du logement et de l'hébergement et alors que tous les indicateurs sont au rouge (doublement en 10 ans du nombre de personnes sans domicile, avec un chiffre de l'ordre de 350 000 personnes concernées), le gouvernement présente un budget insincère, qui ne permet même pas de financer le nombre de places d'hébergement prévues aujourd'hui et qui, a fortiori, ne prévoit pas le financement des 10 000 places supplémentaires nécessaires que nous demandons. Ce budget tend à enfoncer un peu plus les plus fragiles dans la précarité,

en allant jusqu'à opérer des choix parmi les personnes en situation de pauvreté (suppression de l'APL aux étudiants étrangers extracommunautaires non boursiers, par exemple).

S'agissant de l'Allocation sociale unifiée, le collectif ALERTE n'a pas d'opposition de principe sur une réforme de l'organisation des prestations sociales qui permettrait de favoriser l'accès aux droits. Mais le discours qui accompagne aujourd'hui ce projet est un discours d'économies qui nous inquiète quant à la finalité de cette réforme, laquelle devrait avoir pour seule boussole une amélioration des conditions de vie des personnes concernées et faire l'objet, pour ce faire, d'un investissement financier à la hauteur des enjeux.

Lors de l'échange qu'aura le collectif ALERTE le 3 décembre prochain avec Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, nous interpellons directement celui-ci, afin de s'assurer que ce projet d'allocation sociale unifiée constitue bien une brique au service d'une stratégie de lutte contre la pauvreté, et non une brique supplémentaire dans la recherche d'économies du gouvernement.

Enfin, le collectif ALERTE tient à attirer l'attention du gouvernement sur la situation de crise que connaissent les associations de solidarité, filet de sécurité et maillon essentiel du lien social sur les territoires. Ces dernières voient, en effet, leur capacité d'action gravement impactée par une baisse conjointe des financements de l'État, des financements des collectivités départementales et locales, ainsi que du fonds social européen.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – ymercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – cpenot@uniopss.asso.fr